

libéraux et les néo-démocrates mentaient quand ils disaient que les programmes de développement régional seraient compromis si le gouvernement était réélu.

Le premier ministre (M. Mulroney) lui-même a dit qu'il s'était engagé à maintenir le développement régional dans tous ses aspects. Et même, en 1987, il a annoncé avec grand éclat un nouveau programme, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. L'annonce en a été faite à St. John's, à Terre-Neuve, où il est passé en se rendant faire un autre petit voyage en Europe. Je ne saurais rapporter ses propos avec exactitude, mais je ne crois pas non plus trahir sa pensée. Il a dit que ce projet représentait 1,05 milliard de dollars en argent frais qui seraient dépensés selon une orientation nouvelle. Ce n'était pas de l'argent recyclé. Il s'agissait bel et bien d'argent frais. Il n'a cessé de le répéter au cours de la campagne électorale l'automne dernier. Il a dit aussi bien d'autres choses sur le développement régional. Son vice-premier ministre, avant la campagne, avait parlé de VIA Rail, d'une infrastructure nationale, d'un système de transport ferroviaire d'un océan à l'autre qui serait élargi de façon que tous les habitants du pays puissent bénéficier d'un réseau de transport ferroviaire efficace, renouvelé.

Après les élections, la déconvenue a été totale. Même dans les plus sombres prédictions que nous aurions pu faire comme membres de l'opposition pendant cette campagne, nous n'aurions jamais pu prévoir que le programme de ce gouvernement en matière de développement régional pouvait être aussi sinistre. Nous n'aurions jamais pu imaginer qu'il s'empresserait, une fois réélu, de mettre systématiquement un frein à la volonté d'expansion des provinces de l'Atlantique. Il est incroyable qu'un gouvernement dont les membres siègent dans ce Parlement ait pu se montrer si impitoyable au cours des dernières semaines et des derniers mois.

Le premier geste du gouvernement, dans le domaine du développement régional, a été d'enlever son masque de protecteur de la grande ressource naturelle que nous avons sur la côte est et qui s'appelle les pêches. Quelque deux ans, auparavant, les pêcheurs et les gens de cette industrie avaient supplié ce gouvernement, le ministre d'alors et le ministre actuel d'étudier la question des pêches parce que, selon eux, celles de l'Atlantique étaient dans le marasme. Le ministre et le gouvernement ont fait fi de cette requête. Nous avons vu qu'immédiatement avant les élections l'an dernier, le gouvernement a augmenté les contingents de morue du nord alors que les hauts fonctionnaires de ce même gouvernement sem-

blaient dire que les stocks de morue pouvaient être en péril. Après les élections, nous avons vu quel était véritablement le programme du gouvernement. Il a mal géré les pêches.

Il y a quelques semaines, la société Produits de la mer national Ltée a annoncé que plus de 5 000 personnes seraient touchées par des congédiements et par des fermetures d'usines dans le Canada atlantique. En Nouvelle-Écosse, 30 000 personnes dépendent des pêches directement ou indirectement pour leur subsistance. Ce n'est pas une entreprise familiale dont les travailleurs peuvent être facilement replacés dans un magasin de détail ou une autre entreprise familiale. C'est une importante industrie nationale. Elle n'intéresse pas seulement la Nouvelle-Écosse et le Canada atlantique. Or, le gouvernement a choisi de se croiser les bras jusqu'à ce que les pêches soient à la veille de s'écrouler complètement. Pour le Canada atlantique, c'est la première prise.

La ministre de l'Emploi a alors apporté des changements radicaux à la Loi sur l'assurance-chômage, qui ont eu un effet désastreux dans certaines régions du Canada, notamment en Nouvelle-Écosse. On a augmenté le nombre de semaines de travail donnant droit à l'assurance-chômage et réduit la durée et le montant des prestations. Ces changements ont eu des conséquences nettement négatives pour la région de l'Atlantique. Ces modifications régressives et irréflechies forceront des centaines, voire des milliers de personnes en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve, à recourir à l'aide sociale cet hiver. Mais, jusqu'ici, toutes nos supplications sont tombées dans l'oreille d'un sourd.

Il y a ensuite eu le tristement célèbre budget qui allait tout régler. Il a effectivement réglé beaucoup de choses pour les Canadiens de la région de l'Atlantique. Le financement des programmes établis au Canada atlantique a été réduit et cela fait plus mal là que dans la plupart des provinces comme l'Ontario et le Québec. En Nouvelle-Écosse, le financement des programmes établis, qui couvre les soins de santé et l'enseignement postsecondaire, a été réduit de 16 à 18 millions. Les établissements d'enseignement postsecondaire de la Nouvelle-Écosse sont déjà en état de crise. C'est un dur coup. Étant donné que le trésor provincial ne disposait pas des fonds nécessaires, les hôpitaux de la Nouvelle-Écosse ont dû fermer des ailes entières. Or, nous sommes protégés par le régime national d'assurance-santé. Nous sommes censés avoir accès à des soins de santé de qualité aussi élevés que la norme nationale peu importe où nous

Initiatives ministérielles